

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 MAI 1924.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau IV : Affaires Étrangères.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2) PAR M. STRAUS.

MESSIEURS,

Conformément au rôle constitutionnel du Parlement, la Commission du budget a voulu réduire les dépenses, sans désorganiser les services administratifs.

Chacun des rapporteurs a été chargé de rechercher les économies à réaliser dans le département ministériel dont il avait à examiner les propositions.

Ainsi que l'a dit l'honorable rapporteur du Budget général des recettes et des dépenses, des lois votées nous lient; elles ne permettent pas de réduire, maintenant, les fortes dépenses. Et, cependant, une compression s'impose; elle peut être réalisée par la limitation des attributions de l'État, non en lui contestant le droit d'intervention pour l'amélioration des conditions sociales, mais en bornant son activité à prévoir l'abus que les citoyens peuvent faire de leurs facultés et à réprimer ce qui est de nature à troubler la paix.

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la Commission du Budget :

a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg-Stirum, Wauwermans.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

L'attribution principale du Gouvernement est de procurer une sécurité toujours plus parfaite non seulement à l'intérieur, mais aussi à nos frontières.

Nous nous sommes émancipés de la neutralité qui nous fut imposée par les traités de 1839. Dorénavant nous ne pouvons plus écarter le danger résultant de difficultés entre nos voisins, éviter d'étendre chez nous le champ des opérations militaires, si nous n'avons pas pourvu à la sûreté, à la paix.

Sous ce rapport l'importance de notre département des Affaires Étrangères a grandi et de plus fortes dépenses qu'autrefois s'expliquent.

Nous vous proposons, Messieurs, d'adopter le budget avec les amendements que voici :

Art. 2, lit. d, 450,000 francs	} indemnité de vie chère
Art. 24 4,809 francs	

à transférer au budget extraordinaire, ces postes constituant une charge temporaire.

ART. 8. — *Service Consulaire.* — Nous vous proposons de réduire le chiffre des 4,696,640 francs à 4,667,900 francs, soit une réduction de 28,760 francs.

M. le Ministre des Affaires Étrangères accepte sur le chiffre primitif de 712,600 francs pour frais de représentation une réduction de 10 p. c. soit 71,260 francs (tableau Annexe A. — art. 8).

Il ne nous paraît pas recommandable de laisser à la comptabilité la décision d'une diminution uniforme des indemnités accordées aux Agents pour qu'ils représentent dignement le pays. On a fait la réforme consulaire et fixé les émoluments en tenant compte des divers éléments qui les composent. On a voulu mettre nos représentants commerciaux officiels en état de vivre convenablement parce qu'une grande parcimonie nuit à leur considération et au succès de leur mission.

Pour indiquer la nécessité de faire des économies nous vous proposons de réduire de 100,000 francs la somme globale de l'art. 8, au lieu de 71,260 frs. somme renseignée à la colonne des frais de représentation.

Cette modification ne gênera pas le département des Affaires Étrangères, car plusieurs postes importants sont gérés par des Agents d'un grade inférieur à celui mentionné au tableau, d'autres ne sont pas occupés et il y en a qui sont inscrits, mais non encore créés.

Sept Agents commerciaux sont prévus; on demande pour eux une somme totale de 305,000 francs, tous les titulaires ne sont pas désignés. On réalise ainsi, pour 1921, une économie sérieuse.

Des sommes assez importantes ne seront pas utilisées; on ne doit pas s'en servir pour des virements (1).

(1) Voici les crédits alloués par les Chambres pour 1919 et 1920 ainsi que les dépenses réelles ou présumées de chaque exercice.

	1919	
	Crédits alloués.	Dépenses réelles.
Dépenses ordinaires fr.	16,363,223.47	12,285,460.37

Des économies doivent pouvoir être faites dans l'administration centrale où le personnel semble trop nombreux. On pourrait supprimer une des bibliothèques à la suite de la fusion des deux directions générales : politique, commerce et consulats.

Les fréquents déplacements des Agents du service extérieur entraînent des frais de déplacement et d'installation. Des légations créées depuis la guerre ont eu plusieurs titulaires, Varsovie deux, Prague trois !

A différentes reprises le Conseil Supérieur de l'Industrie et du Commerce a été chargé par le Gouvernement de l'examen des questions se rattachant à l'organisation consulaire.

En 1918, en prévision du bouleversement qu'allait provoquer, dans le monde des affaires, l'écrasement de l'Allemagne, M. le Ministre des Affaires Étrangères nomma une Commission pour examiner quelles améliorations pourraient être introduites dans notre représentation commerciale officielle à l'étranger.

Cette Commission s'est réunie au Havre, le 5 novembre 1918, et a continué ses études à Bruxelles en 1919.

De même que le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, elle n'a pas admis l'utilité de la création d'un cadre d'attachés commerciaux. Toutefois, a-t-elle dit dans son rapport, « rien n'empêche que dans certains pays le consul de carrière soit adjoint à la Légation en qualité d'attaché commercial, si, en raison de circonstances spéciales, cette mesure est de nature à lui assurer des facilités plus grandes pour remplir complètement son rôle d'informateur économique. »

La Commission estimait « qu'il appartient aux hommes d'affaires de prendre l'initiative d'envoyer des attachés techniques s'ils le jugent utile. »

Plusieurs membres de la Commission du budget ont émis le vœu de voir remplacer les ministres plénipotentiaires par des consuls généraux. Ils croient que cette substitution donnerait des économies appréciables et une représentation plus favorable au développement de notre commerce extérieur qui est d'une nécessité vitale pour le pays.

Cette opinion pouvait se défendre avant 1914. Depuis lors, le Belgique a grandi; elle joue un rôle politique; elle a le droit de prendre part à tout ce qui concerne les intérêts du monde. Elle ne peut donc diminuer sa repré-

	D'autre part. . fr.	16.363.223 47	12285.460 37
Dépenses exceptionnelles		6,917,996.56	5,930,946.87
Dépenses extraordinaires		572,048.63	572,048.63
	Totaux fr.	<u>23,853,268.66</u>	<u>18,788,455.87</u>
1920			
		Crédits alloués.	Dépenses probables.
Dépenses ordinaires fr.		15,533,072	16,278,932.09
Dépenses exceptionnelles		405,000	590.000
Dépenses extraordinaires		13,743,700	7,974,366
	Totaux fr.	<u>29,681,772</u>	<u>24,843,298.09</u>

sensation diplomatique. Mais l'octroi des postes doit être soumis, comme pour les consulats, à des règles qui assurent le bon fonctionnement du service. Le choix des chefs ne doit être influencé que par les considérations qui facilitent le succès de la mission.

La Commission pour l'examen de l'organisation consulaire a émis le vœu de voir constituer un comité consultatif ayant pour objet de conseiller le Gouvernement, il serait associé aux décisions que comporte le fonctionnement de notre représentation commerciale officielle à l'étranger.

Il est à espérer que M. le Ministre ne tardera plus à constituer ce comité dont la mission pourrait être étendue à l'organisation et au fonctionnement de la représentation diplomatique.

Pour la formation des agents politiques à l'étranger, l'instruction économique devrait être sérieusement renforcée.

Dans la politique internationale, nous devons sauvegarder l'intérêt du pays justifié par l'équité, par le droit. Notre diplomatie doit défendre l'autonomie de la Nation, sa dignité, son crédit et fortifier son industrie par l'extension des débouchés extérieurs.

L'étude de la diplomatie exige notamment la connaissance de l'économie politique, de la géographie industrielle et commerciale, de la statistique, du droit des gens, de l'histoire des négociations et des traités.

Toutefois, l'expérience doit renforcer la théorie et cette pratique exige une grande pénétration. Le diplomate doit prévoir les événements qui peuvent changer les circonstances dans lesquelles il se trouve et tenir compte des modifications que le temps a apporté à tous les facteurs de la vie sociale. En diplomatie surtout le passé n'est pas toujours la leçon du moment.

Le travail de nos ministres à l'étranger dépend, en grande partie, de l'impulsion donnée par l'administration centrale. Aussi doit-on féliciter M. le Ministre d'avoir placé à la tête de la direction générale de la politique et du commerce un fonctionnaire d'élite qui a rempli avec distinction, à l'étranger, des fonctions consulaires et diplomatiques.

Le Rapporteur,

LOUIS STRAUS.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

TABLEAU IV. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Amendements proposés par la Commission du Budget.

Articles des tableaux.	Libellé.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	Amendements.
2	Personnel des bureaux :			
	Traitements et indemnités, etc.	3.181.974	2.731.974	Diminution de . . . fr. 450.000 (Indemnité de vie chère) par transfert au budget extraordinaire.
8	Traitements des agents consulaires.	4.696.640	4.667.900	Diminution de . . . fr. 28.740 <i>Explication :</i> 1. Réduction . . . fr. 100.000 2. Maintien du chiffre de fr. 71.260 que le Gouvernement propose de diminuer des frais de représentation des consulats. (Tableau- annexe A du projet de budget). Différence . . . fr. 28.740
24	Service de l'émigration, etc.	65.000	60.191	Diminution de . . . fr. 4.809 (Indemnité de vie chère) par transfert au budget extraordi- naire.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 Mei 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel IV : Buitenlandsche Zaken.

VERSLAG

NAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STRAUS.

MIJNE HEEREN,

Overeenkomstig de grondwettelijke rol van het Parlement, wilde de Begrotingscommissie de uitgaven verminderen zonder de bestuursdiensten te ontredderen.

Elke verslaggever was gelast na te gaan welke bezuinigingen mogelijk zouden zijn in het ministerieel departement, wiens voorstellen hij moest onderzoeken.

Zooals de achtbare verslaggever van de Algemeene Begrooting der ontvangsten en uitgaven heeft gezegd, zijn wij door aangenomen wetten gebonden; voor 't oogenblik laten zij niet toe, de groote uitgaven te verminderen. En toch is eene inkorting noodzakelijk; zij kan verwezenlijkt worden door de beperking van de bevoegdheden van den Staat, niet door hem het recht te ontzeggen handelend op te treden tot het verbeteren van de maatschappelijke toestanden, doch door zijn rol te beperken tot het voorkomen van de misbruiken, welke de burgers kunnen begaan, en tot het beteugelen van wat den vrede storen kan.

(1) Begrooting, n^o 101.

Algemeen verslag, n^o 261.

(2) Samenstelling van de *Begrotingscommissie* :

a) De Leden der Beständige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en Bezuinigingen : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg-Stirum, Wauwermans.

b) Zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Buc.

De hoofdtak van de Regeering is steeds, voor meer veiligheid te zorgen zoo binnen als buiten de grenzen.

Wij hebben de onzijdigheid afgeschud, die ons door de verdragen van 1830 werd opgelegd. Voortaan kunnen wij het gevaar niet meer afweren, dat voortspruiten zou uit oneenigheid tusschen onze naburen, noch vermijden dat de krijgsverrichtingen zich over ons land uitstrekken, zoo wij niet voor veiligheid, voor vrede hebben zorg gedragen.

In dit opzicht is ons Departement van Buitenlandsche Zaken belangrijker geworden en grootere uitgaven dan vroeger zijn te verklaren.

Wij stellen u voor, Mijne Heeren, de begrooting goed te keuren met de volgende amendementen :

Art. 2, lit. d, 450,000 frank	} duurtetoeslag
Art. 24 4,809 frank	

over te brengen op de buitengewone begrooting, daar deze posten een tijdelijke last zijn.

ART. 8. — *Consulaire dienst.* — Wij stellen u voor, het cijfer van 4,696,640 frank te verminderen tot 4,667,900 frank, dus eene vermindering van 28,760 frank.

De Minister van Buitenlandsche Zaken neemt op het oorspronkelijk cijfer van 712,600 frank voor representatiekosten eene vermindering van 10 t. h. aan, zijnde 71,260 frank (Tabel bijlage A, art. 8).

Het schijnt ons niet gewenscht, aan de boekhouding de beslissing over te laten, de vergoedingen gelijkelijk te verminderen, welke aan de Ambtenaren worden uitgekeerd om het land waardig te vertegenwoordigen. Men heeft den consulaire dienst hervormd en de wedden bepaald met inachtneming van de verschillende bestanddeelen, waaruit zij bestaan. Men heeft onze officieele handelsvertegenwoordigers in staat willen stellen behoorlijk te leven, omdat een groote zuinigheid nadeelig is voor hun gezag en voor het welslagen hunner zending.

Om de noodzakelijkheid van bezuinigingen te bevestigen, stellen wij u voor, de globale som van art. 8 te verminderen met 100,000 frank in plaats van met 71,260 frank, som vermeld in de kolom der representatiekosten.

Deze wijziging zal het Departement van Buitenlandsche Zaken niet hinderen, want aan het hoofd van verschillende belangrijke posten staan Ambtenaren van een lageren rang dan dien op de tabel vermeld; andere posten zijn niet bezet en er zijn posten vermeld, die nog moeten worden opgericht.

Zeven Handelsagenten zijn voorzien; men vraagt voor hen eene totale som van 305,000 frank; al de titularissen zijn echter nog niet benoemd. Dit is voor 1921 eene ernstige bezuiniging.

Tamelijk belangrijke sommen zullen niet worden besteed; men mag ze niet voor overschrijving gebruiken (1).

Bezuinigingen moeten kunnen gedaan worden in het hoofdbestuur, waar het personeel te talrijk schijnt. Men zou een der twee bibliotheken kunnen afschaffen na de samensmelting der twee algemeene besturen : politiek, handel en consulaten.

De talrijke verplaatsingen der Ambtenaren van den buitendienst geven aanleiding tot reis- en vestigingskosten. Gezantschappen, sedert den oorlog opgericht, hebben verschillende titularissen gehad : Warschau twee, Praag drie !

Meermaals werd de Hooge Raad van Nijverheid en Handel door de Regeering belast met het onderzoek van de vraagstukken betreffende de inrichting van den consulaire dienst.

In 1918, in het vooruitzicht van den ommekeer dien de verplettering van Duitschland op handelsgebied zou teweegbrengen, benoemde de Minister van Buitenlandsche Zaken eene Commissie tot onderzoek van de mogelijke verbeteringen van onze officiële handelsvertegenwoordiging in het buitenland.

Deze Commissie vergaderde te Le Havre, op 5 November 1918, en zette hare studiën voort te Brussel in 1919.

Evenals de Hooge Raad van Nijverheid en Handel, heeft zij het nut niet ingezien een kader van handelsattaché's tot stand te brengen. Echter, zegt zij in haar verslag, « verzet niets er zich tegen dat, in sommige landen, de beroepsconsul aan het gezantschap gehecht worde als handelsattaché, indien, wegens bijzondere omstandigheden, deze maatregel geschikt is om hem meer gemak te verschaffen ten einde aan zijne zending van economischen inlichter geheel te voldoen ».

De Commissie was van meening « dat de zakenmannen dienen het initiatief te nemen, technische attaché's te zenden, zoo zij het nuttig achten ».

Verscheidene leden der Begrootingscommissie hebben den wensch uitgedrukt, dat de gevolmachtigde ministers zouden vervangen worden door

(1) Ziehier de credieten, door de Kamers toegestaan voor 1919 en 1920, alsook de werkelijke of vermoedelijke uitgaven van elk dienstjaar.

1919.		
	Toegekende credieten.	Werkelijke uitgaven.
Gewone uitgaven fr.	16,363,223.47	12,285,460.37
Uitzonderlijke uitgaven	6,917,996.56	5,930,946.87
Buitengewone uitgaven	572,048.63	572,048.63
Te zamen . . fr.	<u>23,853,268.66</u>	<u>18,788,455.87</u>
1920.		
	Toegekende credieten.	Vermoedelijke uitgaven.
Gewone uitgaven fr.	15,533,072	16,278,932.09
Uitzonderlijke uitgaven	405,000	590,000
Buitengewone uitgaven	13,743,700	7,974,366
Te zamen . . fr.	<u>29,681,772</u>	<u>24,843,298.09</u>

consuls-generaal. Zij meenen dat men door deze vervanging merkelijke bezuinigingen zou doen en tevens eene meer gunstige vertegenwoordiging zou bekomen voor de uitbreiding van onzen buitenlandschen handel, die eene levenszaak voor het land is.

Deze meening was vóór 1914 te verdedigen. Sedertdien is België groter geworden; het speelt een politieke rol; het heeft recht deel te nemen aan al wat de wereldbelangen betreft. Het mag dus zijne diplomatieke vertegenwoordigers niet verminderen. Doch het begeven der posten moet, evenals voor de consulaten, geschieden volgens regelen, die de goede werking van den dienst verzekeren. De keuze der titularissen mag slechts beïnvloed worden door de overwegingen, die het welslagen van de zending bevorderen.

De Commissie voor onderzoek der inrichting van den consulaire dienst heeft den wensch uitgedrukt, dat een raadgevend comitee zou tot stand komen, hetwelk zou gelast zijn, de Regeering voor te lichten; het zou deelnemen aan de beslissingen met betrekking tot de werking van onze officieele handelsvertegenwoordiging in het buitenland.

Het is te hopen dat de Minister niet langer uitstellen zal, dit comitee tot stand te brengen, wiens taak zou kunnen worden uitgebreid tot de inrichting en de werking van den diplomatieken dienst.

Voor de vorming van de politieke ambtenaren in het buitenland, zou de economische opleiding moeten ernstig versterkt worden.

In de internationale politiek moeten wij het belang van het land vrijwaren, dat op billijkheid en recht steunt. Onze diplomatie moet de onafhankelijkheid der Natie, hare waardigheid, haar crediet verdedigen en hare nijverheid bevorderen door het uitbreiden der buitenlandsche afzetgebieden.

De studie der diplomatie vergt namelijk de kennis van de staathuishoudkunde, de aardrijkskunde op nijverheids- en handelsgebied, de statistiek, het volkenrecht en de geschiedenis der onderhandelingen en verdragen.

De ondervinding moet echter de theorie aanvullen en deze praktijk vergt een groote scherpzinnigheid. De diplomaat moet de gebeurtenissen voorzien, die de omstandigheden, waarin hij verkeert, kunnen wijzigen, en rekening houden met de wijzigingen, die de tijd heeft toegebracht aan al de factoren van het maatschappelijk leven. In zake diplomatie vooral, ligt in het verleden niet steeds de les van het heden.

Het werk onzer ministers in het buitenland hangt grootendeels af van de leiding, door het hoofdbestuur gegeven. Ook dient men den Minister geluk te wenschen, wijl hij aan het hoofd van het algemeen bestuur van politiek en handel een voortreffelijken ambtenaar heeft gesteld, die met onderscheiding in het buitenland consulaire en diplomatische posten heeft bekleed.

De Verslaggever,

LOUIS STRAUS.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



TABEL IV. — BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Amendementen voorgesteld door de Commissie voor de Begrooting.

Artikelen der tabellen.	Inhoud.	Aangevraagd crediet.	Voorgesteld crediet.	Amendementen.
2	Personeel der bureelen: Jaarwedden en vergoe- dingen, enz. . . .	3.181.974	2.731.974	Vermindering van . fr. 450.000 (Duurtetoeslag)
8	Jaarwedden der consu- laire ambtenaren. .	4.696.640	4.667.900	bijoverdracht op de bui- tengewone begrooting. Vermindering van . fr. 28.740 <i>Uitlegging :</i> 1. Beperking . . . fr. 100.000 2. Behoud van het be- bedrag van . . . 71.260 dat de Regeering voor- stelt in mindering te brengen van de repre- sentatiekosten der con- sulaten. (Tabellen, bijlage A van het ontwerp van be- grooting). Verschil fr. 28.740
24	Dienst der landverhui- zing, enz.	65.000	60.191	Vermindering . . . fr. 4.809 (Duurtetoeslag) bij overdracht op de buitengewone begrooting.